

LA PRESSE EN REVUE...



MARDI 9 DÉCEMBRE 2014

SOMMAIRE

- 1) La maladie du siècle
- 2) Report de la loi...
- 3) La ramasse commence!
- 4) Le trou noir brrrr!
- 5) La faire taire ?!
- 6) Il arrondit les angles...
- 7) Changement de cap : sinon...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Le burn-out, future maladie professionnelle ?



Le burn-out, future maladie professionnelle ? Crédit : Christophe Ponzio

Une trentaine de parlementaires de la majorité veulent reconnaître l'épuisement nerveux au travail et rendre responsable les employeurs.

par Claire Gaveau , Christophe Ponzio

Avec plus de trois millions de salariés menacés de burn-out, cet épuisement nerveux est sur le point d'être reconnu comme une maladie professionnelle. Une trentaine de députés de la majorité ont demandé la reconnaissance de ce syndrome dans une tribune publiée par le Journal du dimanche. Quels seraient les changements ?

"Les victimes sont traités comme un simple dossier"

Financièrement, le changement serait radical pour ses employés qui sont actuellement placés en congés maladie classique, financés par le régime général de la Sécurité sociale et non par la branche Accidents du travail et maladies professionnelles. Les frais médicaux ne sont donc pas forcément intégralement pris en charge.

"Se battre contre l'administration, c'est encore une charge en plus à gérer. Il vaut mieux être drogué, alcoolique ou assassin vous êtes mieux traités car là, les victimes de burn-out sont traitées comme un simple dossier", témoigne un ancien salarié arrêté pendant six mois.

Les employeurs bientôt responsable ?

Une reconnaissance indispensable donc pour la trentaine de députés qui milite pour que ces burn-out soient désormais à la charge des employeurs : "Pour ne pas avoir de cotisations maladies qui augmentent, la reconnaissance permettra aux dirigeants de mettre en place des politiques adaptées en matière de prévention (...) Ça sera un cercle vertueux et tout le monde y gagnera", a déclaré Jean-Claude Delgènes, directeur général du groupe Technologia.

Un salarié sur quatre victime de dépression ou burn-out

À l'heure actuelle, seules quelques dizaines de cas par an obtiennent que leur syndrome d'épuisement soit reconnu maladie professionnelle, celle-ci ayant entraîné une incapacité permanente de plus de 25 % tandis qu'un lien direct et essentiel avec le travail a été mis en évidence.

Cette tribune intervient quelques semaines après

la publication par Cegos d'un baromètre sur le stress au travail. Selon cette enquête, un salarié sur quatre déclare avoir subi au cours de sa carrière un problème psychologique grave comme une dépression ou un burn-out.

rtl.fr

II) L'examen de la loi santé serait reporté en avril



Marisol Touraine. - AFP

Solveig Godeluck / Journaliste

Des médecins généralistes veulent majorer unilatéralement leurs tarifs de consultation.

Marisol Touraine lâche encore du lest sur son projet de loi santé . Après avoir fait des concessions sur le droit au dépassement des cliniques ou l'organisation régionale des soins , la ministre veut se donner du temps . Selon nos informations , le projet de loi santé ne passerait pas devant le Parlement fin janvier -début février, comme prévu initialement, mais après les élections départementales des 22 et 29 mars.

Le projet de loi Macron , qui sera présenté mercredi en Conseil des ministres et qui doit être voté en début d'année, suscite déjà beaucoup d'oppositions. Inutile de multiplier les obstacles , estime le gouvernement . Surtout avant un scrutin qui s'annonce périlleux pour la majorité. Ce report est aussi une façon de se montrer conciliant avec l'Ordre des médecins, dont le président a réclamé la semaine dernière dans un entretien aux « Echos » une « réécriture » complète du projet de loi et le report de son examen.

« Passer de 23 à 25 euros dès décembre »

Pour l'instant, les ouvertures de Marisol Touraine

n'ont pas convaincu. Les cliniques veulent toujours fermer leurs portes à partir du 5 janvier. Quant aux médecins de ville, non seulement ils n'ont pas levé leur préavis de grève entre Noël et le nouvel An, mais en plus certains professionnels veulent augmenter leurs tarifs de manière unilatérale. Car, pour les généralistes, le premier souci, explique Claude Leicher, le président de MG France, c'est l'absence de revalorisation des honoraires depuis 2011. « Le syndicat n'a pas lancé de mot d'ordre, c'est un mouvement de la base », assure-t-il. Des médecins généralistes vont passer de 23 à 25 euros dès décembre. »

Aujourd'hui, en secteur 1, seuls les spécialistes ont droit à la consultation à 25 euros. Luc Duquesnel, du syndicat Unof-CSMF, espère comme Claude Leicher arracher une augmentation du tarif de la consultation en même temps que la réécriture de la loi santé. Les médecins qui le feraient avant s'exposent à des sanctions, jusqu'au déconventionnement. Mais quand l'Assurance-maladie avait essayé de sanctionner les médecins de la sorte en 2001, le tollé avait été mémorable. Et la consultation avait été revalorisée l'année suivante.

lesechos.fr

III) Législative partielle dans l'Aube : duel entre l'UMP et le FN au second tour

Le Monde.fr



Un bureau de vote en France. | AFP/JODY AMIET

Les électeurs de la 3e circonscription de l'Aube étaient appelés aux urnes dimanche 7 décembre afin de choisir un successeur à François Baroin à l'Assemblée nationale. L'ancien ministre et maire de Troyes a en effet été élu sénateur en septembre dernier, et il est impossible pour un élu de siéger à la fois au Palais Bourbon et à celui du Luxembourg.

Et les résultats du premier tour de cette législative partielle ne va pas rassurer la majorité de François Hollande. Le candidat PS, Olivier Girardin, a été éliminé dès le premier tour (14,08 % des suffrages), ouvrant la voie à un second tour entre l'UMP et le Front national.

PLUS DE 75 % D'ABSTENTION

Avec 41,46 % des voix, l'UMP Gérard Menuel affrontera dimanche 14 décembre le candidat FN Bruno Subtil, qui obtient un score de 27,94 %. Selon le quotidien L'Est Eclair, le taux d'abstention a dépassé les 75 %, avec seulement 24,63 % des électeurs venus aux urnes ce dimanche.

Dans un communiqué, l'UMP s'est félicité du « score très important » de son candidat, « même si le faible taux de participation, traditionnel pour une partielle, est à regretter. » Le parti d'opposition souligne aussi « l'effondrement du PS qui obtient un score deux fois moins important que lors du dernier scrutin en 2012, l'empêchant même de pouvoir être présent au second tour ».

A gauche, le député écologiste François de Rugy s'est alarmé sur Twitter de ce résultat, craignant un « avant-goût des cantonales en mars ».



Luc Bronner ✓ @lucbronner
Dans l'Aube, le PS s'effondre mais le reste de la gauche (EELV, PC) n'en profite pas. Le FN, seul vainqueur



François de Rugy ✓ @FdeRugy
@lucbronner #Aube 75% d'abstention (sic) #UMP en tête #FN en 2ème Gauche divisée et éliminée : comme un avant-goût des cantonales de mars ?

lemonde.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) "Le Front national est en position d'astre noir, il aimante"



Par Baptiste Legrand



Marine Le Pen, devant Marion Maréchal-Le Pen, lors de l'université du FN le 15 septembre 2013 (DEFOSSEZ FREDERIC/SIPA)

"Comme d'habitude maintenant", le FN s'invite au second tour d'une législative partielle. Parce qu'il est seul à incarner la protestation, observe le politologue Pascal Perrineau.

De législative partielle en législative partielle, non seulement le PS perd les élections mais il ne parvient même plus à se qualifier au second tour. Ce dimanche, dans l'Aube, le candidat socialiste n'a recueilli que 14,7% des voix. C'est le Front national qui, fort de ses 27,6%, affrontera l'UMP au second tour. Pascal Perrineau tire les enseignements de ce scrutin.

Pascal Perrineau, politologue, enseigne à Sciences Po Paris. Il a dirigé le Cevipof et a publié "La France au Front" (Fayard, 2014).

PS laminé, FN qualifié... Mais comment lire les résultats de l'élection de dimanche, tant le niveau de l'abstention, 75%, est élevé ?

Le grand vainqueur de la législative partielle de l'Aube est l'abstention, qui explose littéralement

avec un gain de 35 points par rapport à la législative de 2012. Il ne faut pas croire que cette abstention exprime seulement un désintérêt. Il y a là, aussi, l'expression d'une très forte contestation.

Le candidat socialiste s'effondre, mais aucun autre candidat de la gauche n'enregistre de progression. Les autres composantes de la gauche se montrent incapables de récupérer des électeurs gagnés par le malaise et qui choisissent d'aller soit dans l'abstention, soit, même, à droite. On relève pourtant que le candidat socialiste était un élu local qui faisait plutôt une campagne de protestation contre la gauche au pouvoir.

A droite, le candidat sortant, François Baroin, n'était pas n'importe qui. Son successeur parvient à maintenir son score, ce qui, au vu du contexte à l'UMP, n'est pas négligeable.

Et puis, comme d'habitude maintenant, on a un Front national qui s'invite - et largement ! - au second tour. Son candidat progresse sensiblement par rapport à 2012 et surclasse complètement le PS. Il y a eu la législative partielle de l'Oise, celle du Lot-et-Garonne, et maintenant de l'Aube - le

le Nord, le Sud et l'Est. Quelque soit le terrain, rural, urbain, rurbain, le FN devient aux législatives la deuxième force.

Il faudra désormais observer au second tour la capacité du Front national à monter beaucoup plus haut. S'il progresse encore, on ne pourra pas dire qu'il y a seulement transfert de voix au sein de la droite, mais aussi une capacité à attirer des abstentionnistes ou les électeurs qui avaient voté à gauche au premier tour.

Quels sont les ressorts de la progression du vote FN ?

- C'est avant tout sa capacité à s'ériger en force anti-système - autrement dit anti "UMPS". C'est sa capacité à récupérer tout ou partie de la mauvaise humeur qui a gagné le pays.

La deuxième raison est que le FN profite de l'incapacité des autres forces qui prétendent incarner la protestation. Le Front de gauche ne progresse pas. Le candidat des Verts reste très bas. Le FN est ainsi en situation de monopolisation du vote protestataire. Le FN se montre en capacité de récupérer les déçus des grandes formations, de droite comme de gauche. Il est en position d'astre noir. Il attire, il aimante la limaille des protestataires et des déçus.

Ce n'est donc pas encore un vote d'adhésion ?

On est entre protestation et adhésion. Il y a protestation à droite, face aux soubresauts de l'UMP, et à gauche, devant le cours du pouvoir. Le Front national a la capacité de capter les déçus de terrains différents, de milieux différents, car il est en train de bricoler un discours composite autour du rejet de l'euro et de la construction européenne, un syncrétisme de repli identitaire de droite et de protectionnisme économique de gauche. Le FN cherche à construire une alternative. Il est encore au milieu du gué.

La banalisation de la qualification du Front national au second tour peut-elle affaiblir le réflexe du vote républicain ?

- Il y aura une partie des électeurs de gauche qui se reporteront sur le candidat de l'UMP pour faire échec à celui du Front national. Mais les Français peuvent désormais se dire qu'après tout, un quart de leurs voisins votent FN et qu'au second tour ils seront même 40%, presque un sur deux. Ce sont des gens qu'ils connaissent et ils se disent qu'il

qu'il faut les prendre en compte.

Le score du Front national lors des dernières législatives partielles permet-il de faire des projections sur la campagne de 2017 ?

- Restons prudent. Les élections de 2017 sont encore loin, l'abstention a atteint lors des législatives partielles des niveaux vertigineux, et puis les enjeux de ces élections ne sont pas les mêmes.

Mais il faut faire attention. Le FN a déjà obtenu 24,9% des voix lors des élections européennes de mai 2014. Ce ne sont pas des sondages, ce sont des faits. Quelque soit le mode de scrutin, le FN est là, et souvent aux premières loges. Le Front national peut donc être au second tour.

La droite comme la gauche semblent se résoudre à voir le FN au second tour de la présidentielle...

- Il faudrait, pour l'empêcher, que la gauche comme la droite changent complètement d'organisation, de stratégie, de programme et d'hommes.

Changer les hommes, dites-vous ?

- Si, en 2017, on ressort la même affiche que lors de la présidentielle de 2012, cela ne peut que favoriser le vote de protestation. Mais c'est difficile car l'UMP comme le PS sont des formations petites, peu ancrées dans la société, et qui visent surtout la reproduction des élites politiques.

nouvelobs.com-Propos recueillis par Baptiste Legrand

LAPRESSEENREVUE.EU

V) L'Allemagne réagit au tweet insultant de Mélenchon à Merkel

Jean-Philippe Lacour / Correspondant à Francfort



La presse allemande fustige l'attaque verbale de Jean-Luc Mélenchon. - AFP/ ROMAIN LAFABREGUE

La presse allemande en ligne reprend largement le message de l'homme politique de gauche qui a appelé la Chancelière allemande à « la fermer » vis-à-vis de la France. Berlin réagit avec diplomatie.

Un tweet insultant de Jean-Luc Mélenchon à l'égard de la Chancelière allemande Angela Merkel et daté de dimanche, est fortement repris ce lundi par les sites des grands journaux allemands. L'homme politique de gauche avait envoyé son message en allemand, « Maul zu, Frau #Merkel. Frankreich ist frei » (fermez-là, Mme Merkel, la France est libre) pour chercher à décupler son impact dans le pays de la langue de Goethe.



Jean-Luc Mélenchon ✓ @JLMelenchon
Maul zu, Frau #Merkel ! Frankreich ist frei. Occupez-vous de vos pauvres et de vos équipements en ruines !

Cet objectif a été atteint : les sites du quotidien populaire « Bild » au conservateur « die Welt » jusqu'à la plus neutre « Frankfurter Allgemeine »

font figurer en bonne place les articles reprenant cet affront à la Chancelière.

La femme politique s'était ralliée, dans une interview dominicale à « die Welt », à l'avis de la Commission européenne qui juge insuffisant l'effort des réformes en France.

L'intéressée n'a pas réagi publiquement ce lundi mais son porte-parole, Steffen Seibert, a déclaré sur un ton diplomatique que la liberté d'expression valait pour l'homme politique français, « mais qu'on pourrait se demander si une formulation autre et plus amicale aurait aussi été possible ». Le dit tweet « n'apporte pas de contribution sérieuse au débat, sur la manière dont nous devons tous respecter le pacte de stabilité et de croissance » européen, a-t-il ajouté. Ce n'est pas en outre au gouvernement allemand de

demander « des efforts concrets de réforme » d'un pays voisin « et nous ne le faisons pas ». Il a renvoyé la balle à la Commission européenne pour que cette dernière veille à une application crédible du Traité.

Merkel fait mieux que Napoléon

La presse allemande fustige de son côté l'attaque verbale de Jean-Luc Mélenchon. Dans un commentaire titré « Maul zu? Maul auf, Frau Bundeskanzlerin! », « Die Welt » banalise les propos de l'homme politique de gauche « qui est coutumier du fait » (« dans le tweet suivant, il prend le Premier ministre français pour un extra-terrestre », relève le rédacteur) et invite la Chancelière à ne pas se taire vis-à-vis de Paris dont les réformes n'avancent pas vite et les déficits dérapent dangereusement.

Angela Merkel doit être reconduite ce mardi à la tête de son parti, la CDU. Sans rival, elle va être réélue confortablement, la seule question étant de savoir si elle atteindra les 97% de votes des militants comme lors de sa dernière réélection. Il est possible que ses déclarations à l'égard de la France et du reste aussi de l'Italie, concernant les efforts de réforme, pourraient l'y aider.

Un des plus ardents défenseurs de Merkel, le ministre allemand des finances, Wolfgang Schäuble, a quant à lui loué le style de gouvernement de la Chancelière, moins spectaculaire mais « bien plus efficace que Napoléon », a-t-il déclaré dans la Süddeutsche Zeitung. Pourquoi cette référence historique et visait-il quelqu'un dans le contexte actuel ? Nicolas Sarkozy, souvent croqué en Napoléon par les caricaturistes et dont le style est l'anti-modèle de la Chancelière ? Nul ne le sait. En tout cas, le nouvel homme fort de l'UMP, qui espérait pouvoir s'afficher à côté de Mme Merkel lors du congrès de la CDU et y prononcer un discours, a été prié ces derniers jours par Berlin de rester à la maison.

lesechos.fr-Jean-Philippe Lacour

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Valls « met le paquet » contre les inégalités mais réfute toute inflexion



© AFP

S'inscrivant résolument dans la durée à Matignon, Manuel Valls s'est livré dimanche soir sur France 2 à l'exercice promis de "pédagogie" de la politique gouvernementale, qui "met le paquet" pour lutter contre les inégalités, tout en rejetant l'idée d'une "inflexion" de sa ligne.

Sur un volet plus politicien, le Premier ministre a lâché ses coups contre Nicolas Sarkozy, fraîchement élu président de l'UMP, épargnant à l'inverse Alain Juppé. Il a aussi réaffiché sa "loyauté" à l'égard de François Hollande. "Nous gouvernons ensemble", a-t-il dit.

Dans un long entretien de 35 minutes, le Premier ministre ne s'est pas embarrassé d'annonces. Tout juste a-t-il confirmé que le projet de loi sur la croissance comprendrait la possibilité de travailler jusqu'à 12 dimanches par an, contre cinq actuellement.

Manuel Valls, qui a haussé le ton ces derniers jours contre un patronat accusé de ne pas jouer le jeu du "pacte de responsabilité", a également fixé un nouvel objectif: que plus de la moitié des salariés soient concernés par des accords de branche liés au pacte d'ici la fin de l'année. Soit bien plus que les six accords obtenus pour l'instant.

Le Premier ministre a préféré insister sur le mot d'ordre du gouvernement sur la lutte contre les inégalités, passé quelque peu inaperçu ces derniers mois. L'exécutif entend l'exprimer plus fort.

"C'est quoi être de gauche? c'est d'abord lutter contre les inégalités. C'est la justice sociale, c'est considérer comme insupportable que non seulement ces inégalités s'accroissent", a déclaré le Premier ministre. Il s'est ainsi dit "révolté"

qu'un fils d'ouvrier ait moins de chance de réussir qu'un fils de cadre.

"Et on met donc le paquet pour lutter contre les inégalités", mais "il n'y a aucune inflexion de ma part", a affirmé Manuel Valls. "Même si encore une fois, si je vous disais le contraire, je serais irresponsable, je suis attentif à ce que me dit ma majorité".

Ce combat contre les inégalités, c'est "toute la politique du gouvernement" depuis "le début du quinquennat de François Hollande", a-t-il également affirmé.

"C'est difficile parce qu'il faut du temps, parce qu'il faut que les mesures, les choix, les lois que nous avons pris depuis 2 ans et demi donnent des résultats", a insisté M. Valls.

Le Premier ministre a donné cette longue interview télévisée au moment où, selon des responsables socialistes, ministres compris, Manuel Valls s'efforce d'arrondir les angles à gauche, après des attaques contre "la gauche passéiste" et des ouvertures vers le centre qui en ont irrité certains au PS.

A ceux -parfois les mêmes- qui laissent entendre que le Premier ministre pourrait partir en 2015, année des "trois haies" (élections cantonales en mars, congrès du PS en juin, régionales en décembre), Manuel Valls a de nouveau apporté un démenti.

Il est à Matignon "pour assumer les responsabilités" de Premier ministre "jusqu'à la fin du quinquennat" de François Hollande en 2017, a-t-il juré. "Je ne suis pas un déserteur, j'irai jusqu'au bout".

Manuel Valls a également accusé l'ancien président Sarkozy d'être animé par un esprit de "revanche à l'égard des Français".

"La revanche contre le président de la République: on peut le comprendre, il a perdu l'élection en 2012. A l'égard de ses amis peut-être. Mais j'ai surtout le sentiment qu'il s'agit une revanche à l'égard des Français, et on ne peut pas préparer l'avenir d'un grand pays comme la France avec un sentiment comme la revanche", a-t-il dit.

Alain Juppé, qui s'annonce comme le principal rival de Nicolas Sarkozy comme candidat de la droite à l'élection de 2017, a eu droit à des paroles

bien plus clémentes.

M. Valls pourrait-il travailler avec le maire UMP de Bordeaux ? "Ca n'est pas impossible, je suis convaincu que nous pouvons nous rassembler souvent sur l'essentiel, sur la défense du pays, la politique étrangère, c'est le cas en ce qui concerne Alain Juppé qui est incontestablement un homme d'État qui a assumé des responsabilités".

"Nous pouvons nous retrouver sur l'essentiel parfois et, en même temps, il est bon aussi qu'il y ait une alternative", a-t-il ajouté. Il a souligné qu'Alain Juppé défendait aussi des coupes budgétaires trois fois plus élevées que celles du gouvernement socialiste.

"Aucune initiative nouvelle, aucune proposition concrète (...) Une fois de plus, Manuel Valls a agité les mots et accumulé les phrases", a réagi l'UMP. Il "a envoyé un message de confiance à la gauche et aux Français", a commenté à l'inverse Jean-Paul Huchon (PS).

publicsenat.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VII) François Kalfon : "Si le PS échoue dans son changement de cap, ce sera la dislocation de la vie politique et la confirmation du FN"

Le Secrétaire national au Travail, à l'emploi, à la formation professionnelle et au dialogue social du PS s'inquiète du résultat des élections départementales. Selon ses propres études, le PS pourrait en effet perdre jusqu'à 45 départements sur les 61 qu'il dirige, parmi lesquels 3 pourraient être concédés au FN.



François Kalfon, conseiller régional d'Ile-de-France, est secrétaire national du PS en charge de l'Emploi, du Travail, de la Formation professionnelle et du dialogue social. Il a publié avec Laurent Baumel un Plaidoyer pour une gauche populaire : La gauche face à ses électeurs, Editions Le Bord de l'eau (novembre 2011).

Atlantico : Selon un sondage CSA pour Le Figaro, la gauche serait écrasée par la droite si les élections législatives avaient lieu aujourd'hui, récoltant seulement entre 56 à 66 sièges. Qu'est-ce qui explique cet échec du gouvernement ?

François Kalfon : Il y a toujours une déception liée au manque de résultats sur le front de la croissance et de l'emploi quel que soit le gouvernement en place. Sur la question du pouvoir d'achat on assiste à une hausse d'impôt continue depuis 2007. Cette augmentation frappe les classes moyennes et les classes supérieures qui sont celles qui votent le plus. Les hausses de prélèvements obligatoires concernent à 80 % les ménages.

En matière de fiscalité, il faudrait avoir une CSG progressive et avoir un prélèvement à la source pour que le consentement à l'impôt soit plus facile. Une réforme fiscale permettrait de réaliser des réductions d'impôts pour les travailleurs pauvres. Je regrette pour ma part que nous tardions sur le pacte de responsabilité à exiger des contreparties. Le pacte patronal est rempli du côté du gouvernement mais le Medef s'est assis dessus.

Les sondages s'enchaînent et se ressemblent pour un gouvernement qui a pour le moment perdu toutes les élections intermédiaires depuis les législatives de 2012. Les défaites électorales du PS en 2015 et en 2017 sont-elles inévitables ? Sous quelles conditions le

gouvernement pourrait-il stopper l'hémorragie ?

Une victoire lors des élections départementales est difficile à imaginer. Il faut dès maintenant anticiper un changement de politique plutôt qu'attendre les élections. Je note que les prises de conscience s'opèrent. Les paroles d'Emmanuel Macron et de Louis Gallois cette semaine sur « l'échec » du pacte de responsabilité devraient nous conduire à un changement de pied.

Il faudrait un changement de cap de grande ampleur. Il s'agirait de réaliser une politique d'équilibre entre l'offre et la demande symbolisée par la règle dite des trois tiers. Au moment où le patronat ne remplit pas ses engagements, la somme de 41 milliards affectée à ce pacte devrait donc être répartie différemment : 1/3 pour la réduction des charges, 1/3 pour l'investissement des entreprises car le sujet stratégique est la capacité d'innovation et enfin 1/3 affecté au soutien de la demande intérieure en particulier pour les catégories populaires. Il faudrait aussi donner un signal à la fonction publique qui subit les gels successifs des salaires.

Concernant les investissements, il convient de porter l'effort en mettant la question de la mutation écologique au coeur de ces politiques. La réduction des dépenses publiques est nécessaire mais ne doit pas être faite sous la forme de coup de rabot. Il faut des réformes structurelles utiles. Il y a lieu de territorialiser les politiques comme on le voit notamment au niveau ferroviaire. Cela peut se faire sur la question de l'emploi : Pôle Emploi gagnerait par exemple à être au plus près des territoires.

Il y a lieu de mettre en œuvre des réformes sur le marché du travail mais elles ne doivent pas être punitives pour les travailleurs. Sur la sécurisation des parcours professionnels, par exemple, il s'agirait d'octroyer des sécurités nouvelles pour les salariés en situation précaire - ceux qui enchaînent par exemple des CDD - grâce à un compte personnel formation qui serait étendu.

Le PS peut-il renouer avec les catégories populaires, alors que 60 % d'entre elles avaient voté pour François Hollande en 2012 selon un sondage CSA ?

Il y a une déception des classes populaires qui ont voté pour François Hollande en espérant voir un changement concret pour leur propre vie qui tarde

à venir. Il n'est jamais trop tard pour renouer avec les catégories populaires. C'est pour cette raison que je souhaite un deuxième temps du quinquennat plus conforme au contenu du discours du Bourget de François Hollande.

La mise en place d'une stratégie est-elle encore possible à l'heure des ambitions présidentielles de Manuel Valls et Arnaud Montebourg, voire de Martine Aubry ?

On assiste à une modification profonde de ce qu'est devenue notre vie politique. On peut mener une politique utile au pays avec une feuille de route stable pendant trois ans mais après on rentre dans un cycle infernal avec ce qui est devenue la première étape de la présidentielle : la primaire.

Au bout du congrès socialiste il y a la préparation à la primaire.

C'est pareil pour l'UMP qui vient d'élire son président. Cela pose un problème central et je pense qu'il faudrait simplifier nos institutions. Il s'agit de permettre une participation effective des citoyens et d'instituer une démocratie participative plus vigoureuse. Je suis favorable à l'établissement d'une part importante de proportionnelle aux législatives et à la réduction du nombre de parlementaires Il s'agit de mettre en place un changement institutionnel en instaurant la VIe République.

Vous souhaitez nouer des alliances avec le PCF et EELV. Mais comment cette alliance peut-elle se réaliser alors que vos partenaires de gauche ainsi que le Parti de gauche pourraient s'unir au dépend du PS lors des départementales ? Une alliance entre les frondeurs socialistes et la gauche de la gauche est-elle possible ?

Il faut qu'un socle de gauche soit constitué et se retrouve dans un rapport sain. Il faut voter une grande loi sociale avant la fin du quinquennat. Celle-ci pourrait être le ciment de réconciliation à gauche. Le curseur du contenu de la politique peut dénouer les problèmes d'alliance que l'on rencontre aujourd'hui. On assiste à une triangulation vers la droite libérale de la part de certains responsables socialistes. Nos partenaires et nos électeurs le refusent pourtant. Si on continue comme ça on ira droit dans le mur. Rester dans notre couloir est donc important.

J'appelle à un changement de cap et à un rééquilibrage. Si le PS échoue ce sera la dislocation de la vie politique et la confirmation

de la percée du FN.

Vous venez de dresser une carte des cantons qui pourraient basculer en faveur du FN lors des prochaines élections départementales en mars prochain. Selon votre étude, le FN pourrait gagner entre 30 et 84 cantons « en grande partie au détriment de la gauche ». Pourquoi le FN grignote-t-il des voix auprès des électeurs de gauche et d'extrême-gauche ?

J'appelle cela le créneau du « xéno-gauchisme ». Avec ce FN "marinisé" plus service public que moi tu meurs, plus étatiste que moi tu meurs et plus laïque que moi tu meurs, avec pourtant une insincérité totale quand on voit observe l'élection des vice-présidents du FN.

L'alliance du gauchisme et d'une certaine xénophobie se fait surtout dans les territoires qui sont sortis des radars de la mondialisation et qui sont soumis à la désindustrialisation, dans les cantons ouvriers.

En cas de second tour entre le PS et le FN les électeurs de droite sont plus tentés de voter pour l'extrême droite que pour la gauche. Le front républicain n'existe plus à l'UMP. Il y a une crise de l'offre importante à l'UMP qui explique aussi les poussées du FN. François Fillon, Alain Juppé et Nicolas Sarkozy nous proposent une aggravation des politiques d'austérités. Une partie des Français n'en veulent pas et choisissent de se tourner vers ceux qui présentent une alternative.

atlantico.fr-Propos revueillis par Julien Chabrouit

LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue